

APPLIQUER le programme de Tripoli

Nous publions dans ce numéro un certain nombre d'articles sur l'Algérie de la part de camarades qui y ont séjourné dans la dernière période, de façon à donner à nos lecteurs un tableau de la situation qui sera, malgré tout, inévitablement fragmentaire.

Que la Révolution algérienne ait connu des crises au moment même de l'accession à l'indépendance n'aurait en soi rien de tragique. Aucun bouleversement social d'amplitude gigantesque ne peut s'effectuer sans passer par des périodes de discussions, de crises, de déchirements même. Ce qui apparaît grave dans ce qui s'est déroulé depuis début juillet, c'est l'absence d'une direction, d'un parti, qui s'est manifestée dans le fait que tous acceptent le programme de Tripoli qui est bon, mais qu'aucun des groupes ou des forces qui se sont opposés, y compris à ce jour le Bureau Politique, ne l'ont fait connaître aux masses et n'ont fait appel à elles pour le mettre en application. Il est clair que les masses ne comprennent pas ce qui oppose les uns aux autres, elles sont sorties un jour à l'appel de l'U.G.T.A. sur le mot d'ordre « c'est assez » qui n'ouvrait pas d'issue. Une telle situation implique de grands dangers.

L'aile bourguibiste ne parle pas, mais elle agit à Rocher Noir avec l'aide de l'impérialisme français qui, probablement, attend que la situation économique soit encore plus détériorée pour poser ses conditions en vue d'arrêter la marche de la révolution. Cette aile bourguibiste agit comme direction centrale, tandis qu'il n'y a pas encore de direction révolutionnaire qui impulse la révolution, que l'on voit une multiplicité d'autorités révolutionnaires locales sans aucune orientation ou directive centrale.

Il est, nous semble-t-il, prématuré de faire des distinctions définitives entre les groupes qui se sont affrontés. En tout cas il n'est pas sérieux de procéder à la manière de « la Voie communiste » qui insiste sur le passé des uns et des autres (comme si une révolution ne crée pas les conditions où des hommes se développent politiquement) et qui crie au danger d'une « armée de métier » pour combattre Boumediène et les troupes qui furent constituées en Tunisie et au Maroc, alors qu'il n'y a là ni forces prétoriennes ni caste d'officiers liés à une bourgeoisie. Il faut laisser à la presse bourgeoise les comparaisons grotesques avec les « colonels » de l'armée française. La comparaison avec Nasser n'est également pas valable ; les conditions de l'Algérie ne sont pas celles de l'Égypte, et même un nassérien 100 % ne pourrait implanter en Algérie le régime actuel de l'Égypte.

Il ne peut pas ne pas s'opérer dans les mois qui viennent des regroupements politiques en vue de donner à la Révolution algérienne une direction révolutionnaire qui entraîne les masses à la construction d'une Algérie socialiste, tout d'abord par l'application du programme de Tripoli.

Une faiblesse énorme, nous la voyons aujourd'hui dans ce fait qu'à Alger aujourd'hui paraissent des journaux bourgeois quotidiens, que le stalinien « Alger républi-

cain » apporte sa confusion, tandis qu'aucun des groupes ou forces qui se sont disputés n'ait publié un quotidien, et que l'on se satisfasse des organes qui ont correspondu à une étape ancienne du combat. Dans toute révolution, à notre époque, la presse et la radio constituent le lien principal entre une direction et les masses, elles seules peuvent assurer le dialogue permanent qui doit exister entre la base et les sommets. Cela fait aujourd'hui défaut en Algérie. N'encourageons pas des espoirs démesurés que beaucoup mettent dans l'Assemblée Constituante. Elle pourra, dans la période qui vient, servir à sortir les différends entre les divers groupes du cadre où ils se sont maintenus jusqu'à présent, obliger à répondre politiquement aux problèmes qui se posent, contribuer aux regroupements et ainsi favoriser l'éclosion d'un puissant courant révolutionnaire, à la fois clairvoyant et audacieux. Mais ce n'est pas une assemblée qui peut accomplir les tâches révolutionnaires.

Une autre faiblesse réside, à notre avis, dans une tendance qui paraît répandue chez tous à vouloir mettre d'abord en place des organismes qui fonctionnent bien, des rouages dont les attributions et prérogatives sont exactement définies, pour ensuite appliquer le programme dans les meilleures conditions. Une révolution, c'est d'abord l'intervention directe des masses, et « l'appareil », comme bien des exemples l'ont montré, se crée toujours, mais pas forcément entièrement pour le bienfait de la révolution. Et surtout, dans la détérioration de la situation économique présente, il est urgent de prendre des mesures radicales, très radicales. Nous sommes en présence d'un sabotage voulu, organisé, de la part des Français en vue de demander, le moment venu, un prix élevé dans la prétendue « coopération ». Ce sabotage ne pourra être vaincu qu'en prenant rapidement des mesures radicales, comme la mise en marche immédiate des entreprises et, comme des techniciens font défaut, un appel à ceux qui, dans le monde et notamment en France, veulent aider à créer une Algérie socialiste, et non à ceux qui seraient prêts à répondre aux sollicitations du gouvernement français moyennant des émoluments élevés. Il faut d'abord casser les rems à tout ce qui peut servir de base au néo-colonialisme, à un bourguibisme, et c'est dans la mise en marche d'une société nouvelle que se formeront, à travers des expériences qui ne seront pas toujours couronnées de succès, les institutions de celle-ci. La paysannerie a aussi besoin de mesures immédiates qui ne peuvent attendre une élaboration dans le détail par une Assemblée Constituante.

Aux militants et travailleurs de France, nous disons : « Ne vous détournes pas de la Révolution algérienne du fait des difficultés internes qu'elle traverse, aidez-la. Demandez aux organisations algériennes ce dont elles ont besoin pour mettre en route leur pays sur une voie socialiste, et mettez-vous à l'œuvre pour répondre à ces demandes ! »

PIERRE FRANK.

COUP D'ŒIL SUR L'ALGÉRIE AU MOIS D'AOUT

Les premiers symptômes du « grand changement » apparaissent dès que, chargés de valises, les passagers du bateau défilent devant les douaniers, au port d'Alger. Lorsqu'on est Français, ou Pied-Noir il faut tout ouvrir, les bagages sont fouillés courtoisement mais scrupuleusement. La valise de l'Algérien, par contre, n'a droit qu'à un rapide coup d'œil. Le désarroi, et la colère contenue de certains Européens, n'imaginant pas encore qu'on pourrait un jour leur faire ça, à eux, sont vraiment réjouissants.

Le même spectacle se répétera tout à l'heure, aux abords de la ville, les patrouilles militaires de la Willaya 4 contrôlent des voitures, mais lorsqu'un Pied-Noir tient le volant, la visite est complète et pas un recoin n'est épargné. S'agit-il de vengeance, de racisme à rebours ? Non, mais d'une juste mise au point, il est temps que ceux qui ont enfanté et nourri l'O.A.S. comprennent que les choses ont changé.

Sur les murs d'Alger on pourrait tourner un long métrage : les inscriptions anciennes de l'Armée française ont presque toutes disparu, je n'en ai retrouvé qu'une, magnifiquement calligraphiée, et laissée en bonne place sans doute par une autorité locale humoriste : « La France est ici pour toujours !... »

Les sigles de l'O.A.S. ont partout été effacés ou remplacés par les trois lettres F.L.N. ou A.L.N. Il y a de nombreux appels pour le référendum, invitant les gens à voter « oui » (il y a même des « yes » ! car la télévision américaine a demandé que l'on facilite la tâche de ses spectateurs...)

Le plus extraordinaire est la kyrielle de petites affiches éditées en son temps par la zone autonome d'Alger, et encore partout visibles. Alors que les dirigeants du F.L.N. n'ont pas encore eu le temps d'adresser aux masses avec un quotidien capable de diffuser des mots d'ordre, d'expliquer la politique de l'organisation, ces affichettes développent chacune une idée « la Révolution doit d'abord profiter aux plus pauvres », la nécessité de la réforme agraire, de l'industrialisation, de la lutte contre l'analphabétisme, du socialisme, etc.

Les affichettes restent, mais la zone autonome d'Alger n'existe plus depuis fin juillet. Les gens demeurent perplexes quand on leur en demande la raison. Les idées qu'elle a semées sur les murs d'Alger font malgré tout leur chemin dans les consciences.

Dernière inscription vue en quittant la ville « Adios Algérie Franchise ! » et au-dessous avec une peinture dégonflante « Gare à celui qui efface ! »

La Kabylie a énormément souffert de la guerre. Surtout au cours de « l'opération Jumelles » lorsque Challe guerroyait. Il est courant de traverser des villages rasés, de côtoyer des djebels dont de larges surfaces sont encore noircies par le napalm. C'est dans le djebel kabyle que se réfugièrent les maquisards et les cadres de la Willaya 3 sont de vieux maquisards. Ceux que nous avons pu voir sont violemment opposés à Ben Bella et au Bureau politique mais il est difficile de déceler un soubassement politique solide à cette opposition, ils les accusent de vouloir la dictature et d'être en cheville avec les néo-colonialistes français. Par contre, les « djounouds de base », les gens du peuple, paraissent assez peu pressés de prendre position dans un conflit qui, à leurs yeux, ne les concerne pas. Un sergent de l'A.L.N. à qui l'on avait demandé d'être prêt à monter sur Alger avec ses hommes répondit : « J'ai fait six ans de maquis, je préfère mourir plutôt que d'aller tirer contre mes frères ! ». Cette réponse lui valut une grande popularité parmi les soldats. Elle correspond à un sentiment très répandu : « Si les chefs ne peuvent se mettre d'accord, qu'ils s'en aillent ! ».

Le drame est qu'actuellement personne ne voit d'équipe et de programme de rechange si « les chefs étaient fourrés dans un sac et balancés à la mer » comme me l'a proposé aimablement un militant courroucé !

Le manque de perspective est dû en grande partie à ce que les militants n'ont comme seule pâture intellectuelle que « la Dépêche d'Alger » et « Alger républicain ». La « Dépêche » est un journal anciennement Algérie-français dont nombre de gens sont scandalisés qu'il ait l'autorisation de paraître (il se réjouissait récemment de la réapparition à Alger des petits cireurs de bottes), quant à « Alger républicain » sa grande diffusion actuelle provient du désert dans lequel il préche. Aucune concurrence, il peut donc se payer le luxe d'être le seul quotidien anti-O.A.S. de l'Algérie nouvelle et de lancer des appels à l'union, à la discipline et à la légalité. Il fait aussi appel au peuple mais pour qu'il impose (comment ?) rapidement des élections et une Assemblée afin que l'on puisse enfin se retrouver en situation normale pour lui, c'est-à-dire parlementaire.

Des différentes informations que nous avons pu glaner de Willaya 1 et d'Oranie, nulle part n'ont été encore opérées des incursions dans le domaine de la propriété privée. Le légalisme ne fait pas de victimes qu'en France. L'impression générale est malgré tout qu'il existe un formidable potentiel révolutionnaire dans les masses n'attendant pour exploser que des directives audacieuses et une équipe décidée.

Notre dernière vision d'Alger fut celle des manifestations de rue de la fin août : une puissance et une résolution impressionnantes émanaient de ces cortèges bruyants, encadrés par de très jeunes gens, scandant : « Baraket. C'est assez ! »

C'est dans ces visages émaciés, dans ces voix rauques, dans ces mains crispées sur des pancartes de fortune et des drapeaux fièrement brandis que réside l'avenir de la Révolution.

L. COUTURIER.

LETTRÉ D'ALGERIE

Le meeting de l'U.G.T.A. du 31 août fut l'occasion pour des dizaines de milliers de travailleurs d'Alger de manifester leur refus de s'engager dans une lutte fratricide. Toute la ville baignait depuis plusieurs jours dans une atmosphère de petites manifestations organisées ici et là par quelques dizaines ou centaines de personnes, largement dominées par les enfants et les jeunes scandant « BARAKET » à n'en plus finir.

Le 30 août, la Willaya IV annulait le rassemblement qu'elle avait prévu et celui convoqué par l'U.G.T.A., le premier organisé par la Centrale syndicale, se déroula devant le Foyer Civique, ancienne Maison des Syndicats C.G.T. et devenue pendant la guerre le siège de l'administration des camps d'internement.

Indiscutablement, la présence de ces milliers de travailleurs marquait leur profonde hostilité à l'affrontement menaçant entre troupes de l'A.L.N. et rendait parfaitement oiseuses toutes les spéculations de la presse parisienne sur l'atmosphère de pré-guerre civile.

C'est en effet le refus de s'aligner sur tel ou tel clan qui fut le thème dominant des interventions des dirigeants de l'U.G.T.A. et le plus approuvé des manifestants.

Bourouiba développa l'idée que « Nous ne choisissons pas des hommes mais un idéal » et que « les grands chefs descendent de leur piédestal » et contempler la réalité : la menace du néo-colonialisme. C'est ainsi que Bourouiba dénonça l'appétit grandissant des capitalistes qui veulent empêcher la réforme agraire et la reprise économique (travaux agricoles qui ne se font plus, services financiers désorganisés, les fonctionnaires risquant de ne pas toucher leur paie. Deux millions de chômeurs, etc...).

« Nous n'avons pas fait la révolution pour changer d'exploiteurs, dit-il, et la révolution doit bénéficier aux petits. »

Après avoir exhorté les militants à ne pas quitter la scène politique (« Vous êtes la force, travailleurs, avec ceux de France qui sont prêts à vous appuyer, ainsi que ceux d'Afrique, des pays arabes et du monde entier »),

Bourouiba réclama l'application du programme socialiste et révolutionnaire de Tripoli mais fut interrompu par quelqu'un dans la foule qui signala que ce programme était inconnu. Ce sur quoi l'orateur en réclama la publication (trois jours plus tard, c'est « Alger-Républicain » qui devait le publier).

Mais le passage le plus applaudi de son discours fut quand il déclara qu'en cas d'affrontement armé, l'U.G.T.A. proclamerait la GREVE GENERALE ILLIMITÉE.

Le représentant de l'U.G.E.M.A. soutint les autres orateurs en signalant que son organisation subissait des pressions de « l'un et l'autre clan », comme l'U.G.T.A. Il développa l'idée que la Révolution doit profiter aux fellahs, au peuple et que « Nous jugeons les dirigeants face aux intérêts de ceux-ci. »

Le défilé, dans les rues d'Alger, qui suivit le meeting, entraîna 50.000 personnes, ouvriers, femmes voilées ou non, enfants, chacun se tenant par la main dans le plus grand « calme et silence » comme l'avait réclamé la centrale. Néanmoins, après que le défilé se fut dispersé, après avoir réclamé ITTIHAD (unité) et repris le mot d'ordre de « Sept ans de guerre, ça suffit », une conclusion sautait aux yeux : chacun manifeste, réclame une Assemblée constituante, un gouvernement, du travail, exprime son désappointement mais fait dépendre la solution de la crise de l'entente entre les dirigeants de la révolution, sans avoir ni l'envie ni les moyens de s'en passer.

« Un gouvernement quel qu'il soit mais un gouvernement, même réactionnaire mais au moins à qui on puisse s'adresser, lui imputer les responsabilités si cela ne va pas ». Cette idée, exprimée par un militant de la révolution algérienne, correspond grosso-modo au sentiment de la foule dans cette période de fin août, début septembre.

Le marasme économique dans les villes, et la masse des sans-emploi déambulant ici et là maintiennent un climat d'incertitude, de lassitude.

Seuls fonctionnent les services publics (P. et T., S.N.C.F.A., E.G.A.) mais la masse de la population sans ressources ne

Suite page 5.)